



**CONSEIL EUROPÉEN  
LE PRÉSIDENT**

**Bruxelles, le 4 mars 2011  
PCE 060/11**

## **Lettre d'invitation du président Herman Van Rompuy au Conseil européen**

À la lumière des événements d'une portée considérable que connaissent actuellement la Libye et nos voisins du sud, il importe que l'Union européenne agisse avec détermination et envoie un message clair et positif à l'ensemble de la région pour exprimer son soutien sans réserve à la transition vers plus de démocratie, le pluralisme et l'inclusion sociale.

C'est pourquoi j'ai décidé de convoquer une réunion extraordinaire du Conseil européen le vendredi 11 mars 2011, afin d'évoquer les derniers événements et de définir les principes qui doivent guider l'action de l'Union dans la région.

Après l'échange de vues traditionnel avec le président du Parlement européen, prévu à 11 h 30, nous nous retrouverons pour un déjeuner de travail au cours duquel nous examinerons de quelle manière l'Union européenne peut au mieux soutenir cette transition, qui doit rester entre les mains des populations de la région. J'inviterai la Haute Représentante et le président de la Commission à nous informer de la suite donnée à notre déclaration du 4 février et des résultats de la réunion des ministres des affaires étrangères convoquée par M<sup>me</sup> Ashton le 10 mars. Je demanderai également au Premier ministre hongrois, M. Orban, de rendre compte des travaux menés au sein du Conseil au cours des dernières semaines.

J'ouvrirai ensuite le débat, qui portera d'abord sur les questions de court terme suivantes:

- les mesures à prendre pour contribuer à surmonter les événements graves que connaît actuellement la Libye;
- la mobilisation de ressources supplémentaires afin de faire face à la situation humanitaire créée par l'afflux de réfugiés en provenance de Libye;
- les difficultés que représente pour l'UE l'immigration irrégulière;
- l'évacuation des citoyens de l'UE;
- le soutien des transitions politiques en cours en Tunisie, en Égypte et dans la région au sens large.

Ensuite, il conviendrait que nous réfléchissions à ce qui doit être fait au cours des semaines et des mois à venir pour soutenir la transformation démocratique, encourager les réformes et promouvoir la sécurité et la prospérité dans la région, de manière que tout notre voisinage méridional dispose

## **P R E S S E**

**POUR PLUS DE DÉTAILS:**

Dirk De Backer - porte-parole du président - ☎ +32 (0)2 281 9768 - +32 (0)497 59 99 19  
Jesús Carmona - porte-parole adjoint du président ☎ +32 (0)2 281 9548 / 6319 - +32 (0)475 65 32 15  
e-mail: [press.president@consilium.europa.eu](mailto:press.president@consilium.europa.eu)  
internet: <http://www.european-council.europa.eu/the-president/>

**FR**

de fondations solides pour sa stabilité. À cet égard, il faudrait en priorité achever l'évaluation de notre politique de voisinage, dans le but de mettre en place un nouveau partenariat, comprenant un soutien ciblé, adapté aux besoins et à la situation de ces pays. Ce sera également l'occasion de renouveler l'Union pour la Méditerranée.

En outre, nous lancerons les travaux sur les mesures qui peuvent être prises pour renforcer les échanges commerciaux et les investissements dans la région et examinerons les possibilités d'impliquer dans ce processus les institutions financières européennes, notamment la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Il faut que nous gardions à l'œil les conséquences que pourrait avoir la situation en termes de ruptures des approvisionnements énergétiques et de volatilité des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Nous débattons également de la manière dont nous pouvons coopérer avec certains de nos partenaires dans ce domaine.

Enfin, nous devrions convenir de charger le Conseil de donner rapidement suite à nos décisions.

---